

La Loupe

Journal d'investigations, d'enquêtes et de reportages

Tempête à l'union

Plus que par le passé, la tension règne au sein de ce seul quotidien du pays. Un certain Louis De Dravo, né à Parakou, mais dont le cordon ombilical est coupé à la seconde près à Lambaré, use et abuse de son statut de « correcteur et rédacteur en chef retraité de l'union ». Très lié à Maixent Accrombessi, vrai président du Gabon, ce Béninois d'origine et Gabonais devenu par le matériel, modifie les articles et traite, dans tous les billets Makaya, toute la classe politique gabonaise en des termes que la décence nous interdit de relayer. Dans un contexte de haute tension où la sérénité doit régner, Louis De Dravo allume le feu pour fuir au Bénin par la suite. Si cela avait été Echos du Nord, Ndongou n'aurait-il pas « suspendu pour un mois » le billet Makaya ?

Meeting avorté de l'opposition à Rio

Le sang (de trop) a encore coulé



Au comble de la cruauté et de l'insensibilité à la détresse des Gabonais, Ali Bongo narguait ses compatriotes le dimanche en allant faire ses courses à Mbolo, juste pour se rassurer, alors que la veille, ses forces de l'ordre tuaient un compatriote lors du meeting avorté de l'opposition à Rio. Au moment où nous écrivons ces mots, des torrents de larmes coulent dans nos cœurs pour les victimes de cette barbarie du régime Bongo-PDG-Accrombessi. Car rien, absolument rien, n'explique cette obsession d'Ali Bongo à se maintenir au pouvoir alors même qu'il a donné le Gabon à un franc symbolique à sa légion étrangère qui pille, dévaste et détruit le pays sans vergogne. Depuis 5 ans, le peuple gabonais, toujours soucieux de vivre en harmonie et en paix, est humilié, torturé, méprisé, assassiné... par une bande d'amateurs à la tête du pays. Que faut-il faire ? Accepter que la République soit indéfiniment bloquée ou trouver des solutions pour sortir de la turbulence actuelle ? Là réside tout le génie de la France et de la communauté internationale pour éviter le « trop » pire au Gabon.

[Lire pages 2 & 3]

Editorial

La France ou la mort ?

L'atmosphère crépusculaire qui s'est emparée en un rien de temps de ce petit pays de tradition pacifique est en train de se métamorphoser en une fresque apocalyptique dont l'avant-goût a pris samedi dernier le scénario d'une violente et meurtrière répression d'une marche citoyenne de l'opposition gabonaise. Les jours précédents, c'était la chienlit étudiante qui exprimait son exaspération et sa frustration de subir coup sur coup des impayés de bourses et des arrestations arbitraires qui ont causé le débordement d'une coupe amère, déjà remplie de mille griefs et doléances se heurtant à l'indifférence chronique du gouvernement.

Dans la fonction publique et même au cœur de la haute administration, dans le secteur éducatif comme à la di-

rection de la Solde, du côté de l'Onep ou aux urgences hospitalières, c'est le même cri de grève qui résonne vers des cieux incapables de nous faire croire à l'imminence de Noël ! Le Gabon est aujourd'hui un pays paralysé, une nation traumatisée, un peuple démoralisé. A l'agonie. Samedi 20 décembre 2014, pendant que 6 manifestants trouvaient la mort au cours d'une marche publique que le régime dictatorial d'Ali Bongo a « hyperbolisée » en faisant croire à une insurrection programmée par l'opposition, le chef de l'Etat se pavait dans les galeries de l'hypermarché Mbolo de Libreville. Tableau accablant d'un chef d'Etat en total déphasage avec son époque et son peuple et qui n'a toujours pas réussi à trouver sa boussole de président ni les clefs de la République. Et qui,

instrumentalisé par son entourage aux abois, joue ce matin au pyromane se passant pour un officier du feu. Jusqu'à quand va-t-on laisser le feu se répandre dans la maison Gabon ? A combien de morts devra s'élever le nombre de martyrs de la liberté de réunion et d'expression dans ce pays pour qu'Ali Bongo ouvre enfin le robinet de la démocratie à tout un peuple asphyxié par les gamineries autocratiques de son pseudo président ? Parce qu'elle doit assumer jusqu'au bout sa part de responsabilité dans la crise actuelle, la France est invitée à trouver une solution au cas Ali. ■

Roger Alanga

Le meeting de l'opposition vire à la tragédie

Le bourreau Ali Bongo commence l'holocauste du peuple gabonais

Mike Jocktane vient de prophétiser que le seul objectif de tout Gabonais était de chasser Ali Bongo par tous les moyens, quel qu'en soit le prix. Il ne croyait pas si bien dire, au regard des événements de samedi 20 décembre à Rio. Le pouvoir illégitime de « l'homme sans acte de naissance » vient de prouver que lui aussi compte s'accrocher par tous les moyens, quel qu'en soit le prix, y compris le sang innocent du peuple gabonais.

Raymond Mbeng

Depuis que la manifestation de l'opposition, samedi 20 décembre 2014, s'est soldée par plusieurs pertes en vies humaines (le dernier bilan fait état de trois morts), on entend partout surgir des appels au calme. Outre le représentant spécial de l'Onu, Abdoulaye Bathily, conscient et inquiet de la gravité de la situation, des hommes-liges, acquis à la cause d'Ali Bongo (Mavioga, Mounombi, Moubamba) sont passés sur les médias se faire les apôtres de la paix. Mais personne, à l'heure de la lucidité subitement retrouvée, n'a clairement fait observer que l'escalade de la violence sociale et citoyenne au Gabon est causée par l'imposture d'Ali Bongo Ondimba, aggravée par sa volonté d'user de tous les moyens – illégaux et inhumains – pour se maintenir à la tête du Gabon. Nous savons désormais qu'il est prêt à marcher sur les cadavres des Gabonais pour assouvir son macabre dessein.

En effet, soufflant, depuis son accession à la magistrature suprême, sur les braises de la haine ethnique et de la division, cruel dans ses discours humanistes enjôleurs, Ali Bongo est le chef d'orchestre d'un plan machiavélique de conservation d'un pouvoir illégitime à tous points de vue. Ces derniers jours, le concours opportun du procureur de la République, Sidonie Flore Ouwé, et du ministre de l'Intérieur, Guy Bertrand Mapangou, est venu démontrer que le Nigéro-Gabonais est résolu à verrouiller les institutions républicaines désormais tenues en laisse pour le service exclusif



Où se trouve notre confrère Edou Eyene depuis le samedi dernier ?

et la survie ultratemporelle de son régime. Dans cet esprit, le meeting non tenu par l'opposition ce samedi 20 décembre donne un aperçu des bluffs et coups de pipeau que le Grand émergent compte employer d'ici 2016. Pour preuve, son ministre de l'Intérieur a passé la semaine précédant la manifestation à distiller insidieusement dans l'esprit de l'opinion publique l'idée que les opposants préparaient l'insurrection du peuple. Une manière de justifier a priori le recours aux armes de défense contre le même peuple gabonais qu'Ali Bongo Ondimba avait juré de « préserver de tout

dommage ». Feignant de craindre des débordements, des « infiltrations et perturbations qui pourraient entraîner de possibles troubles à l'ordre public », Guy Bertrand Mapangou est revenu sur sa décision d'autoriser le meeting que quelques opposants consensuels (EPI, PGP, RNB, UDPS et URDP) avaient pro-

grammé le même samedi. Un savant rétropédalage pour attiser une tension sociale montée en température (grèves, mécontentement des étudiants, rancoeur du Front uni, etc.) ; surtout un aveu d'irresponsabilité du premier flic du Gabon, reconnaissant son incapacité à assurer, avec ses troupes, la sécurité et l'ordre pendant des manifestations publiques.

Le résultat de cette rencontre explosive, où se sont confrontées la peur (d'Ali), la détermination (du Front uni), la colère (du peuple), l'incompétence (de Mapangou et des forces de l'ordre), est un triste bilan d'une vingtaine d'arrestations et au moins trois morts, trois innocentes victimes tombées pour avoir simplement, un samedi pluvieux du mois de décembre, tenté de marcher librement sur la terre de leurs ancêtres. Un droit élémentaire et inaliénable qui leur a été refusé par la cruauté arbitraire d'Ali Bongo Ondimba, simili président en sursis, qui n'a pas fini de compter les martyrs. S'il lui reste un minimum de bon sens pour comprendre (enfin) que la majorité des Gabonais le vomit, si le vaudou d'Accrombessi n'a pas étouffé ses dernières fibres d'humanité, s'il est convaincu que la vie d'un Gabonais est aussi digne que celle d'un Nigérian, Ali Bongo Ondimba doit prendre ses responsabilités : démissionner !■

Mapangou en croquemort et fossoyeur de la loi

M.B

Comme il fallait s'y attendre, après son intense travail de conditionnement des esprits la veille et l'avant-veille de la manifestation du samedi 20 décembre 2014, le ministre de l'Intérieur a rapidement trouvé de commodes boucs émissaires pour se défaire des conséquences du meeting avorté de l'opposition qui a tourné au fiasco des forces de l'ordre. Au lendemain de ce drame, Guy Bertrand Mapangou a fait rédiger par ses conseillers un communiqué où il fait porter le chapeau aux responsables politiques du Front uni, non sans saluer – avec toute la démagogie qu'on lui connaît – le professionnalisme et la retenue dans l'usage de la force de la part de ses troupes, pourtant visiblement et rapidement débordées par le scénario de Rio.

Sans douter de la compassion sincère de Mapangou sur la mort du jeune étudiant Bruno Beka et reconnaissant que force doit rester à la loi, on a envie de demander au ministre de l'Intérieur de laisser – si possible – l'enquête suivre son cours, car rien à ce jour ne prouve que le décès de ce jeune homme est lié à la manifestation de Rio. Il est donc trop tôt pour venir faire la morale aux leaders politiques en rappelant aux uns et aux autres la « nécessité de respecter les principes républicains en vigueur dans toutes les démocraties ». La liberté de réunion est un droit fondamental, n'en déplaise à Mapangou, et si ladite réunion a dégénéré, c'est parce que les services de son ministère ont tout fait pour empêcher cette réunion gênante pour Ali Bongo qui pense que « l'Etat, c'est moi ». Quand Mapangou nous aura rapporté l'exemple d'un ministre de l'Intérieur qui appelle un président de la République en exercice à briguer un mandat supplémentaire, en le motivant avec de l'argent liquide, le peuple gabonais sera disposé à écouter ses leçons endimanchées de droit constitutionnel. La démocratie, c'est aussi le pouvoir de dire à nos dirigeants qu'ils ne sont pas à la hauteur des attentes du peuple. A la présidence, au CNC ou au gouvernement, Mapangou ne fait guère briller la démocratie ni les principes républicains qu'il serait bien en peine d'expliquer à la maréchaussée.■

BDEAC/bilan 2014 et perspectives 2015

Michaël Adandé ou le défi de la compétence

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) a tenu son assemblée générale annuelle le jeudi 11 décembre 2014 dernier à Brazzaville. Au cours de cette session, le président de cette institution financière, le Gabonais Michaël Adandé, fait le bilan des activités de l'année écoulée et présente les perspectives de l'année à venir.

Ellossi Randy Envoyé spécial

Moins connue que la BEAC, la BDEAC, que dirige notre compatriote Michaël Adandé, a pour missions, entre autres, de promouvoir le développement économique et social des pays de la Cémac, notamment par le financement des investissements nationaux, multinationaux et des projets d'intégration économique ; d'apporter son concours aux Etats, aux organisations sous-régionales financières et aux opérateurs économiques, dans leurs efforts pour la mobilisation des ressources financières et le financement des projets et appuyer les Etats, les organisations sous-régionales, les opérateurs économiques dans le financement des études de faisabilité des programmes et projets. La vision de la BDEAC, à l'horizon 2025, est d'être une banque performante, partenaire de référence pour la Cémac, jouant un rôle majeur dans le financement de l'intégration régionale et des investissements orientés vers le développement humain.

Les besoins de financement de la sous-région

Les besoins de financement en infrastructures de transport sont estimés à quelque 8 386 milliards de Fcfa pour la phase liminaire, répartis entre les projets routiers, ferroviaires et portuaires. Les besoins de financement en infrastructures d'énergie, pour les projets communautaires promus par le Pool énergétique d'Afrique centrale (Péac), dans le cadre de l'électrification transfrontalière, sont estimés à 300 milliards de Fcfa, qui s'ajoutent aux immenses besoins nationaux.

Activités de financement des investissements

La BDEAC a réalisé en 2013 des engagements d'un montant de 165,6 milliards de Fcfa contre un objectif de 150 milliards de Fcfa. Pour l'exercice 2014, le volume des engagements se situe à 118 milliards de Fcfa à la date du 30 novembre contre un objectif de 170 milliards de Fcfa.

En ce qui concerne le Gabon, la BDEAC a financé 19 projets entre 2003 et 2014. Soit un total de 209 200 milliards de Fcfa répartis en projets d'agro-industrie, de finance, d'éducation, d'immobilier, d'énergie, de routes, de transport maritime, etc.

Enfin dans le volet évolution du portefeuille des prêts, les décaissements sur les opérations ont atteint des niveaux en nette croissance ces dernières années. Ils se sont établis à 48,3 milliards au 30 novembre 2014.

En conclusion des travaux de cette rencontre de Brazzaville, les actionnaires se sont fixés les objectifs de poursuivre le renforcement du portefeuille par la prise de nouveaux engagements conformes aux orientations du plan stratégique 2013-2017 ; maintenir la qualité du portefeuille ; parachever les réformes par la poursuite du déploiement des outils acquis ou à acquérir pour traduire les nouvelles pratiques ; prendre des dispositions pour la souscription du capital social à 1 200 milliards de Fcfa afin de mobiliser les ressources régionales et internationales adaptées aux opérations de la BDEAC. En somme, pour M. Adandé, il apparaît clairement que les conditions sont désormais réunies pour que la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale joue un rôle significatif dans le financement de la croissance et de la diversification des économies de ses pays membres.■

Insupportable collusion de l'Exécutif et du judiciaire

Pour comprendre pourquoi les acteurs du Front uni de l'opposition en sont arrivés à cet appel de la défiance au peuple gabonais, il n'est pas inutile de rappeler leur requête contre Ali Bongo Ondimba pour « inscription de faux en écriture » relative à l'acte de naissance du candidat Ali en 2009. Samedi 15 décembre 2014, le procureur de la République a donné une suite, pour le moins cavalière, à cette requête à travers une décision procédant, pour l'opposition, d'un « déni de justice », voire d'une parodie judiciaire. En effet, au mépris des règles de droit et des procédures en vigueur, Sidonie Flore Ouwé a débouté l'opposition dans cette affaire portant sur l'irrégularité d'un acte administratif, estimant, contre toute attente, le tribunal de première instance incompétent en la matière et arguant d'un conflit d'intérêts entre les deux parties et de l'immunité d'un citoyen qui n'était pas encore président au moment des faits.

Cette déclaration a eu le don de faire monter la moutarde au nez de Ping, Missambo, Amoughe Mba, Myboto et consorts, excédés par cette énième et criarde preuve de collusion anti-démocratique entre l'appareil judiciaire et l'Exécutif. Le délibéré fallacieux du procureur de la République est, selon eux, une violation grossière des droits de la défense et ne vise qu'à empêcher l'institution judiciaire de dire le droit, rien que le droit et tout le droit. D'où l'appel au peuple souverain à un grand rassemblement samedi dernier afin qu'il constate la rupture du pacte républicain, donne « aux faits toutes les suites qu'il lui plaira » face à une justice qui « a choisi de protéger un homme contre le consensus de la Nation contenu dans la loi ». ■

Le meeting de Rio réprimé dans le sang

Pourquoi tant de violences ?

Le Front uni de l'opposition a appelé à un grand meeting au carrefour Rio le samedi dernier. Ce meeting, qui se voulait être un acte de protestation et de défiance à l'endroit du pouvoir émergent, a été réprimé avec une rare violence par les forces de l'ordre et de sécurité, occasionnant un mort, de nombreux blessés et plus d'une vingtaine de personnes interpellées.

Nicolas Ndong Essono

Déjà, très tôt en matinée, au carrefour Rio, rebaptisé place de la tolérance par Bongo père avant sa mort, un nombre impressionnant de gendarmes, de policiers et de militaires (près de 1 500) a été déployé sur l'ensemble du lieu du meeting. Des engins lourds : voitures blindées, chars à eau, véhicules anti-émeute, motards... ont été mobilisés pour la circonstance. Le pouvoir en place a déployé les gros moyens afin de tuer dans l'œuf la manifestation. Dès 11 heures, toutes les issues menant au carrefour Rio ont été bloquées par les forces de l'ordre. La principale voie, celle partant de l'ex-gare routière est fermée depuis les feux tricolores de STFO. Les voies d'accès par les quartiers Avéa, Kingué, Cosmopark, PK 5 et 6 sont aussi bouchées. Pour autant, ni l'importante mobilisation de l'armée gabonaise ni la pluie qui s'est abattue n'ont doucé la détermination des manifestants voulant à tout prix regagner la place de Rio. Ces derniers ont arpenté comme de véritables guerriers, des soldats rompus à la tâche, les pistes et mapanes des quartiers défavorisés. Les uns après les autres, derrière les maisons, cabanes, installations sani-

taires bravant la boue, les marécages, l'herbe et les collines, les manifestants se sont installés aux entrées de Rio. Il va y avoir, dès lors, aux portes de la place de la tolérance, différents groupes de manifestants déterminés à en découdre avec l'armée. L'armée n'a plus de choix. Si elle veut préserver la place de la manifestation et ne pas être acculée, elle doit charger. Et c'est ce qu'elle fait dès 13 heures. A l'endroit des différents groupes de manifestants, l'armée tire plusieurs coups de gaz lacrymogènes et de détonations. Le rythme des tirs est dense, soutenu à tel point que les manifestants n'ont pas le temps de lancer les quelques pierres amassées ici et là. Dans les rangs des contestataires, c'est la panique. Hommes, femmes et enfants n'ont pas d'autre choix que de battre en retraite. Cependant, des groupes de jeunes, essentiellement des adolescents, oh combien courageux, foncent dans les amas de fumée, lancent, à l'endroit des militaires, cailloux, bâtons et bouteilles. Cela n'a pas un grand impact, mais souligne tout de même le courage de ces jeunes qui disent avoir soif de liberté. Au bout d'une heure d'échanges, l'armée gagne du terrain et investit progressivement les artères d'accès sans entrer dans les mapanes, lieux trop dangereux pour eux.

C'est de ces ghettos que les frondeurs, remontés à bloc, plus que jamais déterminés, investissent, pour certains, les quartiers périphériques, pour d'autres, les grandes artères de la capitale. On assiste à une extension des foyers de tension. A ces endroits, les contestataires cassent, obstruent la circulation et mettent le feu à certains véhicules. D'autres érigent des barricades et y mettent le feu. Les foyers de tension se sont multipliés dans l'ensemble de la ville : Nzeng-Ayong, Akébé-Ville, voie express, gouvernement, Nkembo, Cocotiers, Sotéga, les PK 6 et 7 sont désormais les lieux de la contestation. Les manifestants expriment leur colère, d'autres pleurent et crient : « Ali Bongo vient de tuer l'un des nôtres », « Un Gabonais a été tué par l'armée à l'échangeur du 5 », « Ce pays n'est pas la propriété des Bongo ». L'armée, prise de court, n'imaginait pas un tel scénario. Très vite, elle va

déployer sur ces lieux des groupements d'agents dont l'objectif est de rétablir l'ordre et d'interpeller les manifestants. Dans le ciel, un hélicoptère ne cesse de survoler les zones de tension, informant sans doute les équipes mobiles au sol des différents mouvements. En d'autres lieux, des voitures civiles, contenant des agents de la police judiciaire, circulent dans la ville. Les agents interpellent tout individu jugé suspect. Les manifestants se dispersent. Chacun, sans vouloir attirer l'attention, recherche à regagner son domicile. Il vaut mieux ne pas être pris maintenant. Le combat est encore long. Il est 18 heures, le calme revient progressivement dans la ville. Les foyers de tension ont été, pour la plupart, éteints, de nombreuses personnes arrêtées, d'autres blessées, une personne abattue : l'armée a fait, comme d'habitude, le job. Elle a sauvé le pouvoir d'Ali Bongo. Mais pour combien de temps encore ?

Meeting de l'opposition : un homme abattu par les forces de l'ordre

Carole Moussavou

A l'heure où nous mettons sous presse, il ne fait aucun doute, un compatriote gabonais (un de trop) a perdu la vie lors de la répression du meeting de Rio que tentait d'organiser le Front uni de l'opposition. La victime, Bruno Beka, âgé de 30 ans, né en 1984 à Bolossoville, était étudiant à l'Ecole nationale d'art et manufacture (Enam). Ce dernier, d'après les témoignages recueillis des manifestants sur les lieux, aurait été abattu de sang froid par un élément de la gendarmerie nationale au niveau de l'échangeur du PK 5. La victime faisait partie du groupe de manifestants qui s'était regroupés au niveau de la voie express afin d'interrompre la circulation suite à la démobilité des manifestants à Rio. Les témoins ajoutent que Bruno Beka était encore vivant devant les barricades quand un des véhicules de la gendarmerie nationale, dévalant la voie express, s'est arrêté. En est descendu, un agent qui a tiré. Bruno Beka est tombé pour ne jamais plus se relever. A la suite de cette forfaiture, le véhicule de la gendarmerie a rebroussé chemin. Les manifestants ont pris le corps, arrêté un taxi et cherché rapidement à rejoindre une structure hospitalière. C'est alors que des groupements de la gendarmerie nationale se sont mobilisés afin d'intercepter le taxi et récupérer le corps. Les occupants du taxi, qui cherchaient à sauver l'un des leurs, ont été tous conduits au camp de gendarmerie de Gros-Bouquet. En revanche, pour le commandement en chef de la gendarmerie et le procureur de la République, les faits sont tout autres. Pour ces derniers, le véhicule dans lequel était la victime a été appréhendé par les éléments de la gendarmerie alors que les occupants tentaient de rejoindre le lieu de la manifestation afin d'y déposer le corps. Une version des faits qui ne convainc personne et suscite tout de même de nombreuses interrogations. Pourquoi des individus, supposés avoir donné la mort à Bruno Beka dans un lieu autre que Rio ou le PK 5, tentaient-ils de ramener le corps dans un endroit plein de gendarmes et de policiers ? On dénombrait pas moins de 950 agents. Si cet acte avait été commis par les manifestants, ces derniers n'auraient-ils pas tenté de fuir ? Autant d'interrogations qui, de plus en plus, invalident la thèse d'un meurtre orchestré par des manifestants et laissent entrevoir une bavure policière. Les autorités judiciaires auraient-elles le courage de fouiller dans ce sens et d'établir la vérité sur ce meurtre ignoble et abject ? Auraient-elles intérêt à établir la responsabilité des forces de l'ordre dans cette affaire ? Pas si sûr ! Ce d'autant plus que l'armée reste le seul véritable soutien dont dispose encore Ali Bongo. ■

La perspective du chaos, inéluctable

C.M

La journée de samedi a été un important indicateur de ce qui va se passer dans les jours, semaines et mois à venir dans notre pays. Il va de soi qu'après cette marche réprimée dans le sang par l'armée d'Ali Bongo Ondimba, les forces de l'opposition, et même celles de la société civile, sont plus que jamais déterminées à pousser Ali Bongo vers la sortie par tous les moyens comme l'a indiqué Mike Jocktane lors de sa sortie la semaine dernière. Très clairement, après ce meurtre odieux, abject, mais surtout empreint de lâcheté, les forces pour l'alternance entendent multiplier les marches de protestation et de défiance. Désormais plus de place pour les attermolements, les appels au débat et à la concertation. Puisque, très visiblement, Ali Bongo n'en a cure. D'ailleurs, le fils d'Ondimba l'a montré depuis sa prise de pouvoir, sauf pour ceux qui n'ont pas, jusqu'à présent, des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. Il n'a pas à dialoguer avec des gens qui ne respectent pas l'institution qu'il incarne. Autrement dit, des gens qui ne le reconnaissent pas comme président légalement et légitimement élu. A partir de ce moment, les positions sont bien tranchées. D'un côté Ali Bongo, qui entend, par tous les moyens, s'accrocher au pouvoir, et, de l'autre, les membres du Front qui entendent l'en faire partir. Seulement, dans ce combat épique, les forces semblent être bien déséquilibrées. Ali Bongo dispose de l'armée, donc d'un maillon essentiel pour préserver son pouvoir. Il dispose d'une armée non républicaine, prête à tuer des Gabonais pour le maintenir au pouvoir. Le constat en a été fait samedi. Reste, pour les forces du changement et le peuple tout entier, la communauté internationale. Cette force, si jamais elle a existé, doit dès maintenant montrer ses biceps et faire entendre raison à Ali Bongo. Parce que dans ce duel, qui peut tourner au drame pour le pays, il serait hypocrite d'intervenir après que l'on aurait compté des milliers de morts. C'est ici que le droit d'ingérence doit prendre tout son sens. Le message du peuple gabonais au monde a été très clair samedi : nous sommes plus qu'épuisés et fatigués d'un régime qui n'a pas su en plus d'un demi-siècle de règne nous apporter le développement social et une prospérité partagée. Cette prospérité, si elle a existé, n'a été que pour la famille Bongo et ses affidés. Les amis du Gabon, les véritables, sont ici interpellés. L'heure est grave. Le peuple gabonais a besoin de vous. ■

FRONT DE L'OPPOSITION POUR L'ALTERNANCE

Pour traduire dans les faits la mesure prise, en violation de la loi, d'interdire une manifestation soumise au régime de la déclaration préalable pour toute formalité, prévue par le Front pour dénoncer le parjure dont est passible le chef de l'Etat, le ministre de l'Intérieur, Monsieur Guy Bertrand Mapangou, a mobilisé des moyens disproportionnés contre des citoyens à mains nues. Devant les conséquences incalculables, on dénombre plus de 6 morts, plusieurs blessés graves et des arrestations en série, le régime en place se décharge sur l'opposition. Face à cette fuite en avant du régime, donneur des ordres ayant conduit aux dommages subis par les populations, l'opposition démocratique, privée de tout accès aux médias de service public pour apporter la contradiction, décident de tout mettre en œuvre en vue de la saisie immédiate de la Cour pénale internationale afin qu'elle dise le droit sur les violences graves faites au Peuple, devenu désormais la cible du pouvoir. Devant le recours par le régime aux moyens non conventionnels, qui fait intervenir des tireurs en cagoule et des tueurs infiltrés dans les forces de sécurité et de défense pour organiser la tuerie du Peuple, pris en cible pour avoir dénoncé un faux acte de naissance, le Front renouvelle son appel à la plus grande mobilisation. A ce propos, le Front invite les populations à prendre part au lancement des journées nationales de la colère, qui sera donné au cours d'une conférence de presse prévue le lundi 22 décembre 2014 à 16 heures au siège de l'Union nationale. Fait à Libreville, le 21 décembre 2014

Le Front

Où sont-elles ?

Au lendemain des événements de Rio, Me Paulette Oyane Ondo publie la liste suivante des personnes, jusque-là, introuvables nulle part. Il s'agit de : Gngangi Eliane Flore ; Ndjoubissi Marlène ; Nfono Solange-Ophélie ; Ndong Olong Grégoire ; Nzouboukou Lauriette ; Mombo Michel Placide ; Abeme Suzanne-Ornella ; Moussavou Jean Pascal ; Nziengui Paul Eric ; Itsoustou Sidoni ; Bakita Cédric ; Manombo Louis ; Owono Ondo Joël ; Bouanga Elvine ; N'negue Edou Brunelle ; Okome Allogo Francia ; Doustala Mezegue Louise ; Assoumou Mbeng Elvis ; Ibinga Boulomba Steevy ; Menvola me Obiang Olivia ; Koussou Jean de Dieu ; Ndong Ondo Calvin ; Ovono Assoumou Jean ; Obame Angue Hélène ; Kombila Paul Emile ; Elang Ndong Jérôme ; Bokosso Djassi Gaëlle ; Nkene Brunelle Jessica. ■

APPEL A TOUTES LES BONNES VOLONTÉS

Je prie toutes les bonnes volontés, et les Gabonais ont prouvé depuis le 20 décembre 2014 qu'ils sont dépositaires de bonnes âmes, de bien vouloir me faire parvenir, en version papier, la photo de feu Bruno Mboulou Beka, tombé sous le déluge de feu meurtrier de l'Etat gabonais. C'est vous, les Gabonais, qui l'avez sauvé pour qu'il ne soit pas emporté par les forces de l'ordre, comme les quatre autres cadavres du PK 5 dont l'Etat gabonais est l'auteur. Le taximan que la foule avait réquisitionné pour l'accompagner à l'hôpital parce qu'il respirait encore et les quatre autres braves personnes qui avaient pris place à bord du taxi ont été mis aux arrêts par l'Etat gabonais qui s'est emparé du corps pour des raisons inexplicables. Je suis actuellement en train de porter plainte contre l'Etat gabonais, notamment pour l'assassinat de M. Bruno Mboulou Beka. Je prie quiconque de m'envoyer la photo qui circule sur internet, soit sous forme numérique, soit en format papier à déposer à mon cabinet.

La forme numérique est à envoyer à : cabinet_oyaneondo@yahoo.fr

Me Paulette Oyane Ondo

Face à l'islamisation outrancière du Gabon

Mais où sont donc les chrétiens gabonais ?

Le pouvoir djihadiste qui s'est établi à la tête du Gabon ne cesse d'imposer la religion musulmane dans notre pays en finançant les mosquées et les maisons assimilées parsemées à travers le pays. Fait gravissime, alors que la tenue administrative officielle est le costume, Ali Bongo reçoit ses hôtes en djellaba. Plus grave, Liban Soleman et Onanga Y'Obégué lui emboîtent le pas. Où sommes-nous là ?

Auguste Bala

Alors que les mosquées et les maisons d'habitation, transformées en lieux de prière, poussent comme des champignons dans Libreville, en particulier, et sur tout le territoire en général, et s'empressent miraculeusement comme des cheptels d'ovidés très féconds, le Sénat, l'Assemblée nationale et le ministère de l'Intérieur s'en vont en guerre ouverte contre la chrétienté locale. Notamment les Eglises de réveil d'obédience protestante pentecôtiste. S'il est vrai que l'exercice de la religion doit faire l'objet d'un contrôle strict et d'un balisage d'activités du fait de son impact dans la sécurité de l'Etat, toutes les structures qui ont cette vocation devraient être soumises à la même loi et à la même attention de la part des plus hautes autorités du pays, fussent-elles aujourd'hui sectaires ou musulmanes.

Le Gabon est et demeurera, de tous temps, un pays laïc. Quoi qu'il ait suivi la trajectoire tracée par l'islamisation d'Albert Bernard Bongo pour des raisons purement politiques, le chef de l'Etat avait trouvé en pays arabes à fortes dispositions pétrolières des partenaires pour booster le développement économique et social du pays. Et c'était pour lui le prix à payer. Donc une sorte de sacrifice pour le bien de son peuple. Puis cet islam alimentaire a été transformé en une sorte de passeport pour l'ascension politique et sociale fulgurante, l'enrichissement illicite et les paradis fiscaux par les ploutocrates qui tournaient autour du président défunt. Au point que nombre de Gabonais à la recherche d'un hypothétique bonheur s'y sont infiltrés en masse. Mais cela n'était rien au caractère laïc de la République gabonaise tel que stipulé dans la Constitution.

Voilà pour la petite histoire de la pénétration de la religion musulmane au Gabon et son changement de régime depuis l'avènement d'Ali Bongo au pouvoir.

Et c'est justement à partir de là que tout se gâte. L'homme est conscient qu'il a opéré un hold-up à l'élection présidentielle anticipée d'août 2009. Mais il veut rempiler contre vents et marées en 2016. Quitte à marcher sur le sang des Gabonais pour se maintenir au palais Rénovation du bord de mer. Pour assouvir ce dessein diabolique, il lui faut s'attacher le mercariat des étrangers. Ainsi commence-t-il insidieusement, sous l'inspiration de son gourou, le fils du chef vaudou de Parakou, Maixent Accrombessi, à ouvrir les frontières pour l'immigration clandestine incontrôlée des musulmans des pays de la sous-région et de l'Afrique de l'ouest. Lesquels ne se font pas prier pour entrer en masse sur le territoire national et se disséminer dans toutes les localités et s'y installent en toute quiétude.



Mgr Basile Mvé, après sa gestion de la conférence nationale, a-t-il abandonné le peuple gabonais à son triste sort pendant ces moments de fortes inquiétudes pour la stabilité du pays ?



Au moment où le Gabon a besoin d'eux pour appeler à la paix des braves, Gaspard et ses pairs se murent dans un silence inquiétant et complice pour perpétuer la misère du Gabonais.

Combien de Gabonais n'ont pas été surpris de constater, aux confins du pays, dans des lieux où beaucoup d'autochtones n'ont jamais foulé les pieds, des commerçants maliens, sénégalais et mauritaniens confortablement installés ? Ils sont évalués aujourd'hui à plusieurs dizaines de milliers, hormis les 70 mille invités, à travers les colonnes du quotidien l'union, par la DGDI à régulariser leur situation de clandestins et tous les autres dos mouillés à qui le distributeur de la nationalité gabonaise, Maixent Accrombessi, offre la naturalisation et le gîte.

Dans un pays qui ne compte qu'un million cinq cent mille habitants, à Libreville et dans la plupart des capitales provinciales ainsi que dans d'autres grands centres urbains, les Gabonais découvrent, très ahuris, d'innombrables mosquées qui se créent dans les quartiers huppés pendant que dans les « mapanes » de nombreuses maisons se sont transformées en lieux de prière qui sont régulièrement prises d'assaut par des milliers de musulmans. Des oisifs patentés qui distribuent à tous vents la mendicité chronique. Devant les feux tricolores, les mosquées, les espaces commerciaux, ils sont là à faire la manche en utilisant bien

souvent des enfants scolarisables. Ce sont, pour la plupart, des musulmans de l'Afrique de l'ouest. Et comme les mauvaises compagnies corrompent les bonnes mœurs, voilà que les Gabonais se jettent « pieds et poings liés » dans cette facilité pour, eux aussi, s'enrichir. Car la



L'imam Océni Ossa peut être content. Dans un pays laïc, par le fait du prince, l'islam est devenu la religion d'Etat.



Le couple Mbadinga, au lieu de se souvenir et poser pour la postérité, devrait demander à Mapangou la raison pour laquelle les mosquées échappent à tout contrôle de l'Etat.

mendicité islamiste enrichit bien son homme. Alors pourquoi ne pas en faire autant ? Mais au lieu de s'arrêter à cet informel et à cette clandestinité,

voilà que les apatrides, complices de l'annexion du Gabon par la légion étrangère, sont passés à la vitesse supérieure en prenant une loi circonscrivant l'existence des Eglises de réveil. En effet, à travers la loi fixant le régime des associations d'inspiration religieuse ou à caractère sectaire, le Parlement gabonais ne s'en prend exclusivement qu'aux Eglises de réveil. Lesquelles sont accusées, entre autres, « de déstabilisation mentale, d'atteinte grave à l'intégrité physique, d'embrigadement de mineurs, de contournement de circuits économiques traditionnels, d'incitation à la consommation de la drogue, d'incitation à l'avortement et la castration systématique, de crime de sang », bref ! Mais la loi 35/62 du 10 décembre 1962 relative aux associations est formelle. « Les fondateurs et responsables d'une association d'inspiration religieuse doivent préalablement faire une déclaration auprès des services compétents du ministère de l'Intérieur ». Ils doivent en outre « disposer d'un statut et d'un règlement intérieur, un plan de situation des lieux de culte, le décret d'attribution, le permis de construire, le titre foncier ou le contrat de bail, le plan d'action à court, moyen et long termes et la formation d'un curriculum vitae faisant apparaître le cursus de formation des membres fondateurs et dirigeants assortis de titres universitaires ou d'établissements reconnus équivalents en matière de théologie ».

Rose Francine Rogombé, Guy Bertrand Mapangou, Ali Bongo et Maixent Accrombessi peuvent-ils apporter la preuve que les illettrés et triplement analphabètes qui dirigent les mosquées et les maisons de l'islam qui pullulent dans les quartiers ont toute la paperasse requise pour exercer leur sacerdoce ? Et face à un tel baïllonnement, la chrétienté gabonaise croise les bras et laisse le pays laïc qu'est le Gabon prendre la forme d'un Etat islamique.

Qui ne dit pas que Boko haram est dans nos murs et attend le moment opportun pour faire endosser son armure de combat ? ■

Pastor Ngoua N'neme, le rassembleur d'Ali Bongo

C.M.

Récemment de passage à Bitam pour rencontrer les populations du département du Ntem, le ministricule des Timbres et de Facebook en a profité pour réciter le bréviaire du parfait émergent. Se posant en rassembleur, Pastor Ngoua N'neme s'est présenté comme l'envoyé d'Ali Bongo – non pas comme ministre de la République, mais comme militant-apôtre de l'Emergence – venu répandre sur ses terres l'unité, la solidarité, le partage, la paix et faire barrage à la division. Dans une localité devenue territoire sans maître depuis que Ndémézo'o Obiang René et Ondo Metogho Emmanuel sont sortis des petits papiers d'Ali, l'Apollon de Mvézé commence à se pousser du col dans l'arène. Et rêve sans doute de jouer le rôle de l'homme providentiel. « Le président de la République m'a nommé pour résoudre les problèmes du département du Ntem », l'a-t-on entendu s'époumoner devant quelques militants religieusement amassés autour du ministre d'Ona Ondo. Encore un de ces jeunes ministres fonctionnant avec des réflexes de vieux, qui plaquent leur province avant la nation. Une grande carrière attend ce Pastor Ngoua N'neme !!! ■

Constat de... Aimé Mapangou

Je suis inquiet pour notre pays, notre nation, notre peuple. Les informations qui nous parviennent au plan national et international me font dire que notre pays est en train de réaliser sa mue sociopolitique. Cette mutation est en train de se faire dès lors que l'histoire est interpellée, la vraie histoire, débarrassée de toute volonté de mystification. Il y a donc deux générations qui se livrent une bataille sans merci. Le premier groupe est composé des anciens élèves du collège Bessieux et le deuxième groupe comprend les anciens étudiants de 1990. Il est entendu que, dans les deux groupes, résideraient des extrémistes de tous bords. En effet, la contradiction principale entre les deux groupes serait au niveau du sens de la vision de la gestion démocratique des institutions de l'Etat et de la gouvernance. Ancien syndicaliste de 1994 à l'UOB avec Bilie-By-Nze, Sidonie Flore Itsiembou, Jean Marie Ogandaga... ■

Guerre de succession entre Pascaline et Ali Bongo

La malédiction (de l'argent) en partage

Plus féroce que la haine qui déchirait les Atrides, aussi spectaculaire que la bataille des héritiers de Picasso, la course à l'héritage entre Ali et Pascaline autour du pactole laissé par Omar Bongo prouve que malgré quelques dissensions mineures, ces deux-là partagent la même fascination pour l'argent. Pleins feux sur un legs maudit qui n'a pas fini de gangrener l'unité d'une famille de parvenus.

Elisabeth Akuma

Toujours bien chapitrée sur la splendeur et les misères des grands de ce monde, « La Lettre du continent » réserve quelques colonnes de son journal à la sanglante saga qui oppose Ali Bongo Ondimba à sa sœur aînée Pascaline. Dans son numéro 696 du 17 décembre 2014, l'hebdomadaire en ligne raconte, après la publication précédente qui faisait état d'une perquisition des locaux de l'avoué de Pascaline, le dernier épisode de la guerre de succession que se livrent ces deux-là pour la gestion de la fortune colossale laissée par leur père. Un patriarche espiègle qui n'a pas réglé la question successorale, laissant ainsi sa progéniture se déchirer pour savoir qui emportera la plus grosse part du magot. Envoyée donc la complicité de façade étalée devant les caméras à Franceville pendant l'inauguration du mausolée Omar Bongo Ondimba ; éva-



Sur cette photo, Alain Bongo est-il reconnaissable ? La réponse à cette question peut-elle expliquer l'origine de ses palabres avec Pascaline ?

nuée aussi l'indignation sororale d'une Pascaline furieuse que Pierre Péan révèle l'origine biafraise de « son Ali ». Côté cour, le frère et la sœur donnent l'image trompeuse d'une fratrie soudée. Côté jardin, une haine sans merci divise l'aînée et son cadet. Côté argent, Ali et Pascaline sont égaux devant la fascination de l'or et de tout ce qui brille.

Tous les actes de leur vie quotidienne, les plus menus comme les grands, sont consacrés à préserver, sinon à agrandir et à consolider la fortune que leur famille s'est bâtie en pillant le Gabon depuis 47 ans. Voyez vous-mêmes : Pascaline n'est sortie de son silence que lorsqu'elle a senti que la famille était en danger. Des Gabonais, elle s'en fout ! L'a-t-on



Pendant que les Gabonais vivent misérablement, les Bongo se battent pour l'héritage de leur père.

entendue lorsqu'un éboulement avait entraîné la mort de plusieurs compatriotes ? Non ! La fratrie reprocherait à Pascaline de « manquer de transparence dans la gestion de

l'héritage de leur père »

Jusqu'à là, elle avait une longueur d'avance sur la gestion opaque des avoirs d'Omar Bongo Ondimba, mais « La Lettre du continent » nous apprend qu'Ali serait en passe d'inverser la tendance. Il est train de ravir à sa sœur le leadership familial en attirant vers lui nombre de frères et sœurs qui avaient pris leurs distances après la mort d'Omar-des-Plateaux, notamment Yacine Queenie et Omar Denis, les deux enfants d'Edith Lucie. La fratrie reprocherait à Pascaline de « manquer de transparence dans la gestion de l'héritage de leur père ». Gare, cependant, à interpréter ce rapprochement conjoncturel à comme un témoignage d'amour à Ali, ses frères et sœurs gardant en mémoire la brutalité du président de la République. Et l'on sait que ces gens-là sont autant sincères qu'un serpent convoitant une proie. Sans oublier qu'il suffit d'un rien pour que notre pigeon voyageur se retrouve au Maroc ou chez des amis qatariens quand l'Histoire aura fixé son sort gravé en lettres capitales dans le livre d'or des déchus.

Signe de l'attachement viscéral de Pascaline à l'argent – sur ce plan, elle n'envie en rien son Biafra de frère – son nom ne revient hanter l'actualité que lorsqu'il s'agit de parler de gros sous planqués dans des coffres inviolables, bien à l'abri au Luxembourg, à Hong Kong, Genève ou aux Îles Caïman. À l'heure présente, Ali aurait pris le contrôle de plusieurs comptes échappés de la tutelle de sa sœur, des portefeuilles domiciliés à Monaco et au Japon. Une petite bataille remportée par notre danseur national de jazz, mais pas la guerre. Une brouille pour ainsi dire, puisque la mère des enfants Ping continue d'assurer la supervision de la holding familiale Delta Synergie, le fleuron de l'immense patrimoine des Bongo, géré par un neveu fidèle à Pascaline, un certain Jérôme Andjoua, fiscaliste de son état.

De toute façon, tant qu'Ali Bongo sera au pouvoir, la copropriétaire du Gabon, avec son frère, peut être sûre que le pactole des Bongo fructifiera ad vitam aeternam. Au nom du père (Bongo), du fils (Ali) et de la sœur (Pascaline)... ■

La sulfureuse affaire des origines douteuses d'Ali Bongo

Va-t-elle entraîner le Gabon dans le chaos ?

Peu importe l'angle d'observation, le « fils biologique » d'Omar Bongo traverse une passe très dangereuse de son existence. Complètement perdu et ne sachant quoi et que faire pour lever le doute sur ses origines, au risque de se découvrir, Ali Bongo opte pour la diversion. Dès lors, après les coûteuses marches et les campagnes médiatiques, pour un pays sur cales financièrement, il agite « la xénophobie » pour justifier le comportement d'un peuple qui demande son départ.

Adolphe Mezui

Albert Bongo, la vraie histoire du Gabon, racontée à travers plusieurs écrits, le confirme, est rentré en catimini au Gabon pour fuir les représailles des autorités congolaises qui avaient découvert, par leurs services secrets, que c'était lui le corbeau qui refilaient des informations capitales au Gabon en même temps qu'il aidait les Gabonais à fuir ce pays qui était en guerre contre le nôtre.

Une évasion organisée par le président Léon Mba qui tenait à sauver la tête de son informateur. Albert était, à l'époque, employé des PTT au Congo. Et lorsqu'il débarqua à Libreville, en 1962, avec pour seule famille sa femme Joséphine, ils sont logés par le président de la République au quartier Avenue de Cointet où était érigée une petite cité administrative dans l'espace où s'élève aujourd'hui le ministère de l'Intérieur.

Tous ceux qui ont vu débarquer « le jeune Albert » et sa femme Joséphine n'ont jamais vu à leurs côtés Alain Bernard Bongo, pas plus qu'Albertine Bongo. Si l'on peut concevoir que Pascaline, née d'une relation avec une compagne congolaise, était (compte tenu des circonstances qui ont poussé



Bengono Nsi affirme, croix de bois, croix de fer : « Alain Bongo est un Biafraïse ». Que faire alors ?

l'ancien agent des PTT à fuir de Brazzaville) restée dans sa famille maternelle, mais où étaient donc Alain et Albertine ? Nulle part en Afrique centrale. Sauf sur le territoire du Biafra transformé en un champ de bataille sanglant par les soldats de Gowon et Odjuku.

La communauté internationale avait dû lancer un appel humanitaire auquel Albert a répondu spontanément, en 1969, en accueillant de petits Biafraïses menacés d'extermination dans les camps érigés pour les besoins de la cause à la mission protestante Baraka et à l'actuel hôpital de Melen. Et parmi ces rescapés, explique Pierre Péan, soutenu par

Bengono Nsi, il y avait, bien entendu, celui qui va devenir plus tard Alain Bongo, adopté par le couple présidentiel. Lequel a exhorté les Gabonais, notamment ceux de son pouvoir à en faire autant.

C'est dans cette foulée, indique la clameur populaire, qu'un certain Jimmy Ondo avait été choisi par le patriarche Bonjean François Ondo d'Oyem. Cet adopté ne saurait jamais dire qui est sa mère génitrice. Bon, mais passons, puisqu'il est demeuré l'artiste qu'il avait choisi d'être. Ce qu'aurait dû faire aussi Alain. Mais influencé par le milieu d'adoption où il a vécu toute son enfance, il n'a cessé de nourrir

des rêves en couleur de petit prince appelé à hériter du trône comme dans une véritable monarchie. Un système politique que le Gabon n'est pas et ne deviendra jamais. Et le forçant qu'il a opéré en août 2009, avec la complicité des compatriotes qui ont vendu leurs âmes au diable, comme les Mboumbou Miyakou, Nzouba Ndama, Boukoubi, Rose Etomba Rogombé, Léonard Andjembé, Ngoye Maloumbi, Boukoubi, etc. tourne aujourd'hui au véritable cauchemar.

La vérité a éclaté au grand jour. Et toute la cacophonie qui embrase les tentatives contradictoires de justifier ses origines injustifiables ne font que corroborer la thèse du faux et usage de faux et de l'illégalité. Faux, Ali Bongo n'est pas né au Congo. Y a-t-il un seul Gabonais qui peut témoigner avoir vu Joséphine en grossesse ? Où serait donc née Albertine ?

C'est dire tout simplement que tous les affamés qui ont accepté la bouffonnerie d'avouer devant les caméras qu'ils ont grandi avec Alain (mais sans jamais évoquer une seule fois Albertine, la sœur) ne sont que de fieffés menteurs passibles d'être poursuivis pour haute trahison au sommet de l'Etat gabonais lorsque le problème d'Ali sera définitivement réglé. ■

La mafia des Bongo

E.A

Non contents d'être les heureux héritiers de la fortune colossale d'Omar Bongo Ondimba, Pascaline, Ali et tout le bottin mondain des Bongo s'en mettent plein les poches en occupant une situation privilégiée dans le monde des affaires gabonais. Paul-Marie Gondjout, l'initiateur du mouvement civil « Article 10 : Ali, bouge de là ! » nous en apprend de bien bonnes dans une longue et très fouillée tribune en ligne intitulée « Le Gabon sombre ». Voici ce qu'il dit : « Ali Bongo Ondimba est le seul président de la République au monde à être président du conseil d'administration d'une agence logée à la présidence de la République et promoteur de plusieurs affaires. Un président commerçant. En effet, les rouages économiques du Gabon sont embrigadés par la famille Bongo qui, à défaut de les contrôler, est un actionnaire important dans plus de 95 % des trente premières sociétés ayant les plus importants chiffres d'affaires. Son omnipotence dans ce secteur affecte inéluctablement le tissu économique si bien que l'activité est totalement engluée dans l'affairisme, les scandales et le laxisme des détenteurs d'un pouvoir quasi mafieux ». Avis à ceux qui pensaient que Pascaline délirait lorsqu'elle faisait du Gabon l'exclusive et conjointe propriété d'elle et son frère. ■

Myboto à bâtons rompus à La Loupe

« Obama ne s'est pas senti humilié en produisant son acte de naissance »

A soixante-seize ans révolus, dont une bonne quarantaine d'immersion politique, Zacharie Myboto est un septuagénaire d'une surprenante fraîcheur, tant par son équanimité que par la rigueur de son verbe. Au cours de l'entretien qu'il a accordé à la Loupe mardi passé, la figure de proue de l'Union nationale a répondu à toutes, ou presque, de nos questions, en insistant sur l'urgence du départ d'Ali Bongo.

Charlotte Andouckas

Quand on rencontre Zacharie Myboto, compagnon de route emblématique d'Omar Bongo au PDG et aux gouvernements successifs conduits par Mebiame, Oye Mba, Obame Nguema et Ntoutoume Emane, on est d'abord frappé par la sérénité à toute épreuve de l'homme. Difficile de le déstabiliser ou de le prendre à défaut. Et lorsqu'il affirme que ceux qui l'insultaient à Moanda et Franceville il y a quelques temps ont peur de lui, il ne faut pas y voir de la forfanterie. Le personnage dégage réellement de quoi susciter la crainte. Ce tempérament – l'analogie avec le boa s'explique – d'une froideur mécanique le conduit toujours à agrémenter son argumentaire de chiffres, de statistiques, pour répondre aux questions que nous lui posons, les plus gênantes surtout. Est-il de ceux qui, sous Omar, ont pillé le Gabon ? Il répond par une pirouette et se dit « fier

d'avoir donné le meilleur de lui-même » et d'être parti la tête haute en démissionnant du gouvernement le 11 janvier 2001. Où sont passés les centaines de milliards de francs Cfa censés moderniser le réseau routier ? C'est une farandole de chiffres qui nous répond. Difficile d'obtenir de Zacharie Myboto un début de mea culpa personnel sur près de trente ans d'une gestion ministérielle que la postérité ne retiendra pas forcément comme modèle d'orthodoxie. Tout ce que l'ancien ministre de l'Équipement reconnaît, c'est que « la perfection n'est pas humainement imaginable ». Tel est Zack'Power ! Pour le reste, ce passionné de chiffres a tenu à remettre Pierre Claver Maganga Moussavou à la place qu'il semble lui destiner, celle du banc des accusés. Comme un retour à l'envoyeur – le président du PSD l'avait accusé, dans L'Aube du 19 août 2014, d'être un voleur – Myboto sort de ses archives une pièce qui prouverait qu'en 1983, l'actuel maire de Mouila



Zacharie Myboto est une bibliothèque qui détient par devers lui « certains dossiers ».

avait détourné plus de 13 000 000 de francs Cfa au ministère de l'Économie et des Finances. Ce qui, aujourd'hui, lui fait dire : « Qui vole un œuf volera un bœuf ». Voilà l'image si policée de ce jacobin narcissique écornée pour bien longtemps ! La vengeance est décidément un plat qui se mange froid. Ali Bongo, un faussaire à la tête du Gabon Mais on aurait tort de ravalé le

Boa de Mounana au rang de ces vulgaires esprits vindicatifs, intéressés par la politique pour assouvir d'obscures vengeances ou soigner des blessures autrement incurables. Sur Assélé, qui n'a eu de cesse de l'égratigner et qui s'est récemment couvert de ridicule en voulant défendre son « neveu », il adopte une posture de retenue digne. Sur le dossier controversé de son persécuteur Ali Bongo, il démontre posément que les thuriféraires du président de la République ont déplacé « le problème de son contexte juridico-constitutionnel pour en faire un événement politique ». A 54 ans, on devrait retrouver l'acte de naissance d'Ali « là où il a fait ses études, à la Fonction publique, au ministère de l'Intérieur, pour son dossier à l'élection législative de 1990, à la CNE et à la Cénap pour les autres élections législatives. C'est donc cette même pièce qu'il devait utiliser pour son dossier de candidature à l'élection présidentielle du 30 août 2009. Tel n'a malheureusement pas été le



Maganga Moussavou : tout sauf un saint. C'est un vulgaire voleur à la moralité douteuse.

cas ». CQFD ! Myboto rêve de la libération du Gabon – même s'il a du mal à assumer, malgré le titre de son livre de 2005, sa part dans la conception du nuisible système PDG – et croit dur comme fer que « l'heure est à l'engagement, à la mobilisation, à la détermination et à l'action » pour sortir le Gabon du chaos dans lequel il s'enfonce chaque jour. Pour ce faire, le faussaire Ali Bongo doit partir avec sa bande de pillards étrangers « qui conservent leur nationalité d'origine » pour se replier chez eux le moment venu. Fidèle jusqu'au bout à la mémoire d'Omar Bongo, celui qui consumma sa rupture par la

fondation retentissante de l'Union gabonaise pour la démocratie et le développement (UGDD) le 29 avril 2005 justifie son absence à l'inauguration du mausolée de Franceville par l'amateurisme d'Etat qui caractérise le pouvoir émergent. Une raison de plus pour continuer « le combat objectif et ferme qu'[il] mène avec d'autres compatriotes aussi bien au sein de l'Union nationale que du Front de l'opposition pour l'alternance ». C'est le rêve d'une alternance démocratique au Gabon qui donne tout son sens à l'engagement de ce vieux routard de la politique. ■

Front altogovéen pour la défense de la démocratie

Un renfort de taille pour le Front de l'opposition pour l'alternance

L'heure du bilan « du pouvoir du Haut-Ogooué » a sonné. Plus question de faire semblant ou de jouer à l'hypocrisie. Les Bongo et leurs affidés ont voulu faire de cette partie du Gabon une province à part. Tant et si bien que les autres compatriotes pensaient naïvement qu'elle était un îlot de jouissance dans un océan de pauvreté gabonaise. Que nenni ! En dehors des Bongo et leurs affidés, la misère règne dans tous les villages. Dans ce contexte, Michel Ongoundou, Andjembé, Louma...se sont levés pour dire non à l'instrumentalisation des Altogovéens pour qu'Ali Bongo et sa légion étrangère cessent de piller allégrement le Gabon.

Nicolas Ndong Essono

La province du Haut-Ogooué est en ébullition. Une fronde larvée est en train de se transformer insidieusement en guerre ouverte entre les défenseurs de la souveraineté du Haut-Ogooué et des libertés individuelles des compatriotes et des arrivistes qui pensent qu'ils sont les créateurs de cette province. Des quidams sans cœur, sans foi ni loi, qui osent parler au nom de tous les Altogovéens en décidant de qui est Altogovéen et qui ne l'est pas, de qui doit y vivre et de qui doit en être chassé.

Mais en quoi Ali Akbar Onanga y'Obégué, dont le nom sonne myéné (de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime) serait-il plus Altogovéen que Zacharie Myboto ? La tension électrique qui prévaut dans la province d'origine d'Omar Bongo (et non d'Ali Bongo) est provoquée et entretenue par ce Myéné d'Akiéni, qui semble avoir une domination empirique sur les Jean-Pierre Oyiba, Ernest Mpoou Epigat, Luc Oyoubi, Léonard Andjembé, pour ne citer que ceux-là.

Lorsque le secrétaire général du gouvernement tousse, toute cette classe politique de profito-situationnistes rentre sous le lit. Il suffit qu'il ordonne pour que sonne la trompette de rassemblement et que tous accourent comme des moutons de panurge autour de lui, le berger et apôtre de



Le Haut-Ogooué est-il la propriété d'Onanga, Oyiba...pour qu'ils parlent au nom de tous ?

Zeus. Comme on l'a encore remarqué lors de la marche de soutien à leur président qu'il ne faut pas toucher. Un rassemblement qui n'a pu se faire que grâce aux milliers d'affamés déportés par train depuis Libreville et sous la protection de l'important dispositif militaire déployé à Franceville pour sécuriser la cérémonie d'inauguration du mausolée du président Omar Bongo Ondimba. A l'issue de cette méprisable marche que les organisateurs ont voulu machiavéliquement attribuer à tous les ressortissants du Haut-Ogooué, il n'en fallait pas plus pour que des cadres intègres et entiers dénie toute implication dans cette abjecte parodie. C'est dans ce ras-le-bol quasi

général qu'est né, courageusement et sans masque, le « Front altogovéen pour la défense de la démocratie » qui refuse de cautionner le despotisme du pouvoir en place et qui est déterminé à aller en guerre contre tous les lâches qui pensent que la province du Haut-Ogooué est la chasse gardée des génuflecteurs d'Ali Bongo. Notamment le très zélé Onanga y'Obégué qui a déclaré, toute honte bue, que « le Haut-Ogooué n'a qu'un seul chef : Ali Bongo Ondimba ». Quel parjure ! Mais s'est-il vraiment regardé dans un miroir avec tact pour bien se voir, ce pantin qui vit dans une bulle guignolesque ? Spécialiste de dérapages formels, Ali Akbar Onanga ne cesse d'éloigner

Ali Bongo des cœurs des quelques Altogovéens qui lui étaient encore favorables avant ce brûlot de Pierre Péan le « pestiféré ». En moins de cinq ans d'oligarchie, il est réputé pour être l'homme politique qui parle avant de réfléchir. Et à Masuku il a encore merdé en donnant pour « seul chef du Haut Ogooué » quelqu'un dont les origines sont remises en cause. Tout en reconnaissant à Zacharie Myboto, qu'il voue à la géhenne, la disposition à connaître, mieux que les nombreux courtisans qui se tortillent aux démanagements du CFA, les véritables origines de son maître de conscience et source de bonheur, Alain Bongo.

Combien peuvent-ils prétendre être mieux placés que cet ancien « plus proche collaborateur, parent de premier degré, parent de première heure d'Omar Bongo Ondimba » pour « oser sortir à la face du monde pour dire qu'Ali Bongo n'est pas le fils d'Omar Bongo Ondimba » ? C'est à ces questions, qui lui reviendront au visage comme un boomerang, qu'Ali Akbar Onanga y'Obégué aura à répondre aux Ongoundou Loundah, Djabio, Akerey, Louma, Andjembé, fondateurs du « Front altogovéen pour la défense de la démocratie » qui vient d'être créé pour soutenir le « Front de l'opposition pour l'alternance » dans son combat pour la restitution du Gabon aux Gabonais. ■

Petite pensée de la semaine

Les paradoxes de la grotte du pouvoir Bongo-PDG

Quand la France de Nicolas Sarkozy met Bongo II à la tête de l'Etat au Gabon, commettant ainsi ce que j'avais qualifié dans une de mes tribunes de crime moral, les partisans du changement anticonstitutionnel de gouvernement de 2009 trouvent la France magnifique et s'en servent même pour narguer les populations, lesquelles, pétrifiées, prennent alors leur sort, qui les condamne à perpétuité à l'asservissement des Bongo-PDG, pour une fatalité.

Quand la France de François Hollande, humaniste, héritière de la philosophie des Lumières et des droits de l'Homme, affirme clairement les principes du respect du constitutionalisme classique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en choisissant librement leurs gouvernants avec le droit de leur demander des comptes comme à Engong, les partisans du changement anticonstitutionnel de gouvernement de 2009 qualifient ces principes de néo-colonialisme.

Cette opposition contrastée, qui consiste à trouver la France « bonne » quand elle met le despote Bongo II au pouvoir au Gabon et néocoloniale, donc « mauvaise », quand elle affirme les principes qui la font rayonner dans le monde, qui en font la terre des droits de l'Homme, enferme les partisans du changement anticonstitutionnel de gouvernement de 2009 dans une prison métaphysique. Ce que, dans l'univers hugolien, on appelle « les arc-en-ciel du noir ».

Manifestement, les partisans du changement anticonstitutionnel de gouvernement de 2009 sont enfermés dans une condition paradoxale de visibilité. Ils sont englués dans une antithèse dialectique de points de vue d'une même situation. Et c'est tant mieux, tant que c'est la France des droits de l'Homme qui, en France, est élue au suffrage universel.

Pour moi, sans aucun doute, la France de François Hollande est ce qu'il y a de mieux !

D'ailleurs, je me demande s'il n'est pas d'Engong, ce François Hollande ! ■

Me Paulette Oyane Ondo

Réaction sur l'effondrement de la note souveraine du Gabon

Régis Immongault : cynisme ou cécité volontaire ?

Par Emmanuel Ntoutoume Ndong*

Le 5 décembre dernier, l'agence de notation Fitch Ratings a dégradé la note souveraine du Gabon en la faisant passer de « stable » à « négative ». Ce qui, quoi qu'en dise le ministre de l'Economie, présage de perspectives sombres à très court terme pour notre pays. Quelques jours après, le 12 décembre courant, une autre agence de notation, Moody's, attribuait la note honorable Ba3 au Gabon, en contradiction avec l'agence Fitch.

Réagissant dans un premier temps à la notification de Fitch, le ministre de l'Economie s'est contenté de banaliser la nouvelle, jugeant la décision de l'agence de notation « précipitée » et « discutable » et imputant cette appréciation négative et les difficultés qui s'annoncent pour notre pays à la seule baisse du prix du pétrole. Comme si tous les pays producteurs de pétrole avaient vu leur note souveraine dégradée.

L'agence Fitch tient certes compte, dans sa notation, de la chute brutale du prix du pétrole qui, comme chacun le sait, représente 56 % des recettes budgétaires du Gabon et 80 % de ses exportations. Mais elle prend aussi en considération la diminution progressive de la production du pétrole et l'épuisement inéluctable de la manne. L'évolution de la production du pétrole au cours des quatre dernières années illustre clairement cette tendance asymptotique (11,6 millions de tonnes en 2012, 11 millions de tonnes en 2013, 10,9 millions de tonnes en 2014).

Si l'on combine l'effondrement du prix, estimé aujourd'hui à 40 %, et l'épuisement progressif de la ressource, on voit difficilement comment le Gabon pourrait être en mesure de maintenir l'équilibre financier du pays. Le ministre de l'Economie choisit comme variable d'ajustement la réduction de son programme d'investissements. Cette réduction massive de l'investissement public affectera pour plus d'un tiers les dépenses publiques.

Mais Fitch ne s'appuie pas que sur la baisse, récente au demeurant, du prix du pétrole. L'agence pointe aussi, entre autres lacunes du Gabon, la mauvaise gestion des finances publiques, le retard pris par le gouvernement dans son programme d'investissements, l'absence d'une volonté de diversification de l'économie, les disparités sociales et le risque de tensions politiques.

Réagissant ensuite à la notification de l'agence Moody's, qui attribue au Gabon la note honorable Ba3 assortie de perspectives favorables, le ministre de l'Economie n'a pas caché sa jubilation en déclarant que cette note conforte « les autorités gabonaises dans la priorité qu'elles accordent à la gestion prudente des finances publiques dans le contexte actuel de baisse du prix du pétrole ». Mais dans le même temps, le ministre de l'Economie passe sous silence les nombreux manquements du gouvernement relevés par le même rapport, notamment en matière de déficit en infrastructures, de gestion budgétaire, de répartition des revenus et de politiques sociales. Ce qui intéresse le ministre de l'Economie, ce n'est pas comment est gérée la richesse du pays, ce patrimoine commun à tous les Gabonais, ni comment cette richesse est répartie entre les Gabonais, mais « la confirmation du classement du Gabon au rang des émetteurs souverains les mieux notés de l'Afrique subsaharienne ».

Si ce n'est pas du virtuel, il faudrait trouver un autre sens à ce mot. Le ministre de l'Economie vit dans les statistiques, les Gabonais vivent la réalité de la pauvreté.

Sans vouloir remettre en cause la probité professionnelle de l'agence Moody's, l'on peut tout de même s'interroger sur la sincérité qu'elle avance au regard de la situation réelle du Gabon. Qui peut croire Moody's quand elle affirme que « les autorités gabonaises accordent une priorité à la gestion prudente des finances publiques » ? Il est d'ailleurs surprenant que, sur ce point, Moody's soit plus indulgente que la Cour des comptes gabonaise qui, bien qu'institution « domestique », n'a eu de cesse, depuis quatre ans, de stigmatiser la gestion suicidaire des finances publiques par les autorités gabonaises. On ne voit donc pas où Moody's est allé chercher ses « perspectives de croissance solides, un bilan financier robuste et une faible vulnérabilité aux socs extérieurs du fait notre appartenance à la zone franc » quand, dans le même temps, elle reconnaît l'existence « de contraintes sur le crédit dues à la dépendance de l'économie gabonaise au secteur pétrolier et à la faiblesse de ses institutions de gouvernance économique et de disparités socio-économiques ».

Au plan de la stabilité politique et macroéconomique, Moody's affirme en même temps que « la scène politique gabonaise pose un risque modéré d'événements exceptionnels » et que « le pays a des difficultés à concilier les impératifs politiques, économiques, financiers et sociaux, ainsi qu'un score considéré par la Banque mondiale comme faible au niveau de la représentativité et de la responsabilisation du pouvoir politique ». Autrement dit, Moody's voit bien un risque pour le Gabon. Et ce risque émane du déséquilibre « entre les attentes des populations, notamment au plan social », et « la préservation de la stabilité politique et macroéconomique dans un contexte propice aux tensions sociales du fait d'une forte inégalité des revenus et du fait de l'érosion des recettes publiques suite à la diminution du prix du pétrole ».

Le 19 février 2013, le Fonds monétaire international avait prévenu les autorités gabonaises d'un sérieux risque d'assèchement des revenus du pays du fait du ralentissement de l'activité mondiale perceptible et dont la conséquence prévisible immédiate était la diminution de la demande mondiale de pétrole.

L'institution de Bretton Woods relevait aussi la persistance du déficit budgétaire hors pétrole, ainsi que la faible croissance du secteur privé non pétrolier. Les perspectives favorables qu'elle entrevoyait alors pour notre pays étaient tempérées par les aléas sur le cours du pétrole. Le Fonds recom-

mandait alors fermement au gouvernement gabonais de mettre en œuvre « une politique budgétaire plus prudente », « la modération dans l'investissement public » et « d'engager des réformes dans l'éducation et dans le marché du travail pour mieux faire correspondre l'offre et la demande d'emplois ». Le FMI pointait enfin, comme point négatif, les difficultés d'accès des PME aux financements.

La même année, l'agence de notation Standard & Poor's a attribué la note BB- avec perspectives négatives au Gabon. Standard & Poor's justifiait alors cette décision par la mauvaise gestion des finances publiques, estimant que le Gabon « n'avait pas encore fait ses preuves en matière budgétaire et en matière de culture de paiement et qu'il demeure trop dépendant des revenus pétroliers ». Standard & Poor's relève aussi que la relative stabilité politique dont a bénéficié le Gabon et son revenu élevé par tête d'habitant sont des atouts qui peuvent permettre à notre pays d'atteindre une croissance forte, autour de 4,5 %, dans un futur proche entre 2013 et 2016, mais que cette possibilité est contrariée par le manque criard d'infrastructures, le mauvais climat des affaires (170^e sur 185 pays), la corruption, la faiblesse institutionnelle, la forte dépendance du pétrole, des obstacles formels et informels à l'exportation vers les autres pays de la Cémac et le manque de main-d'œuvre qualifiée.



Malgré ces mises en garde émanant de deux des plus grandes institutions financières de la planète, malgré les rappels à l'ordre récurrents de la Cour des comptes et les critiques l'opposition, notamment de l'Union nationale, le gouvernement, auquel appartient Régis Immongault, a maintenu une politique budgétaire absurde, fondée sur des hypothèses macroéconomiques irréalistes, le tout couronné par une gestion gargantuesque des finances publiques.

C'est ainsi que, dans la loi de finances rectificative 2014, alors que des signes perceptibles laissent déjà entrevoir une contraction de l'activité économique mondiale de l'ordre de 15 à 20 % par rapport à 2013, le gouvernement n'a pas hésité à tabler sur un taux de croissance de 5,1 %. On sait ce qu'il en est advenu. Notre pays paie aujourd'hui le prix de cette désinvolture budgétaire qui a conduit le gouvernement à engager des dépenses complètement décalées de la réalité des recettes perçues. Cela se ressent dans les difficultés de l'administration, incapable de faire face à ses obligations financières, mais aussi avec les problèmes des entreprises qui dépendent des marchés de l'Etat.

Il doit être clair pour tous que l'effondrement attendu des recettes et son incidence sur les revenus globaux de l'Etat conduiront, dans les toutes prochaines semaines, à revoir l'ensemble des hypothèses retenues pour la loi de finances de l'exercice 2015 qui risque de connaître le même sort que celui de l'exercice 2014 avec, en prime, le fait d'être caduc avant même d'être promulgué. En effet, ce budget 2015, qui tablait sur une baisse du prix du pétrole de 20 %, un baril à 96,6 dollars US et une appréciation du dollars US de 2,1 % par rapport au Fcfa, s'avère inexécutable, le prix du pétrole étant réplié à 40 %.

Rappelons pour mémoire qu'une situation semblable s'est déjà produite dans notre pays. C'était en 1986. Cette année-là, notre pays avait dû faire face à une diminution la production de pétrole de 50 % par rapport à 1985. Cela s'était traduit par une crise et économique et financière qui a duré neuf ans jusqu'en 1994.

Depuis quatre ans, de 2010 à 2014, Ali Bongo et ses gouvernements successifs ont bénéficié d'une conjoncture économique et financière particulièrement favorable. Une production pétrolière, certes en baisse tendancielle, mais tournant tout de même au tour autour de 10,9 millions de tonnes en 2014, un prix élevé du baril stabilisé entre 90 et 100 dollars US en moyenne annuelle, jusqu'en début 2014, des budgets annuels colossaux de l'ordre de 3 000 milliards de francs CFA en moyenne, des taux de croissance élevés de l'ordre de 5 à 6 % et une inflation contenue sous le seuil communautaire de 3 %.

Cette conjonction providentielle de facteurs favorables, qui devait donner une impulsion décisive au Gabon et assurer son décollage économique, a été malheureusement gâchée par l'amateurisme et l'incompétence du pouvoir dit « émergent » et par son incontinence financière.

S'agissant des investissements, rien, ou presque, de ce qui a été annoncé n'a vu le jour, surtout si l'on considère que les réalisations constatées ces dernières années, notamment en matière de routes dans le sud du pays, ne coïncident qu'avec l'arrivée à terme des derniers chantiers lancés par le président Omar et dont les financements étaient déjà disponibles.

L'on ne peut donc que s'étonner de ce qu'aucun des grands chantiers effectivement lancés par le pouvoir dit « émergent » n'ait à ce jour abouti. Quelques exemples emblématiques: les Gabonais attendent toujours les 5 000 logements annuels promis par Ali Bongo à l'entame de son mandat. Un tel projet était de nature à booster la croissance dans le secteur de la construction et à générer de nombreux emplois.

Pourquoi ne parle-t-on plus du projet de construction de l'aéroport international d'Andem, sur la route de Kango ? A Libreville, les habitants se demandent pour quelles raisons le chantier Champ triomphal, qui devait transformer la physionomie de la capitale gabonaise, est-il à l'arrêt depuis des mois et pourquoi les cinq échangeurs promis, maquettes à l'appui, se sont-ils transformés en simples ponts ? Et pourquoi les travaux du stade omnisports président Omar Bongo, qui devait abriter la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2012 peinent-ils tant à s'achever ? Ils s'étonnent de la lenteur, inexplicable, des travaux de l'autoroute PK 15-Ntoum dont la durée d'exécution était fixée à 24 mois. Ils voudraient savoir combien de salles de classe ont été construites et combien d'hôpitaux ont été livrés en quatre ans ? Dans quelle proportion le chômage, notamment celui des jeunes diplômés, a-t-il reculé et pourquoi avec une inflation, officiellement évaluée à 2,5 % de moyenne annuelle, en deça de la norme communautaire, fixée à 3 %, la vie est-elle si chère dans leur pays ?

S'agissant de la politique sociale, les Gabonais veulent comprendre pourquoi 30 % d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue et 60 % d'entre eux dans la pauvreté relative pendant que la richesse du pays croît de 5 % en moyenne par an depuis quatre ans. Pourquoi 43 % de la population gabonaise vit-elle encore avec un revenu autour de 10 000 Fcfa par mois et 21 % avec un revenu mensuel autour de 100 000 Fcfa dans un pays de 1.500 000 habitants et qui produit 3 000 milliards de Fcfa de richesse supplémentaire chaque année depuis quatre ans ? Ils s'étonnent qu'avec une croissance soutenue de 5 % en moyenne annuelle depuis quatre ans, le chômage des jeunes, notamment les diplômés, tourne toujours autour de 30 %. Ils aimeraient enfin savoir où en est notre pays avec les OMD, dont l'échéance avait été fixée l'horizon de l'année 2015.

Là où Régis Immongault fait preuve de cynisme ou de cécité volontaire, c'est quand il nie l'existence d'une crise politique au Gabon susceptible de compromettre l'échéance électorale de 2016. Alors que tous les observateurs reconnaissent que le Gabon est bien en crise et que cette crise est potentiellement explosive comme le montre l'actualité, le ministre de l'Economie estime, lui, que le Gabon « est stable » et que « toutes les conditions sont réunies pour que l'élection de 2016 se passe sans encombre ».

Il ne voit pas les grèves qui se déclenchent jour après jour dans presque tous les secteurs de l'administration et du secteur privé et qui sont de nature à paralyser le pays. Sous l'ère du président Omar Bongo, la stabilité politique, combinée à des taux de croissance élevés, ont été de réels atouts qui auraient pu permettre à notre pays de se développer de façon plus harmonieuse et plus rationnelle. Mais la mauvaise gouvernance financière, dénoncée sous le père par tous les observateurs, s'est aggravée sous le « fils » avec, en prime, une politique économique chaotique qui ne semble n'avoir ni tête ni queue. Les politiques structurelles initiées par Ali Bongo sont incohérentes et désarticulées tant dans leur élaboration que dans leur mise en œuvre. Parce qu'elles ne procèdent pas d'une vision partagée des Gabonais sur l'avenir économique et social de leur pays. Les recettes proposées par les émergents gabonais vont à l'encontre de ce qui, pour les populations, est l'essentiel.

Comme chacun peut l'observer, les stratégies sectorielles des différents départements ministériels se caractérisent par une absence flagrante de transversalité, de hiérarchisation globale, de vision commune. Ce qu'ils proposent, c'est un assemblage désarticulé de stratégies sectorielles, vide toute cohérence et de tout contenu opérationnel. Or, en matière de gouvernance économique, les politiques structurelles doivent avoir une logique, procéder d'une hiérarchisation pertinente, d'une démarche méthodologique appropriée, d'une vision globale basée sur une matrice opérationnelle optimisée. ■

*Economiste

Palabres à l'Union du peuple gabonais (UPG)

Dans La Loupe n° 203, Bruno Ben Moubamba déniait à Moukagni-Iwangou « l'autorité morale et politique » de parler au nom de l'UPG. A la suite de ces propos, nous publions, in extenso, la mise au point de l'un des leaders de cette formation politique en proie à des dissensions. Lecture !

MISE AU POINT DE MOUKAGNI-IWANGOU

Dans une course engagée avec lui-même pour la légitimité, Bruno Ben Moubamba s'est fendu d'un droit de réponse pour dénoncer devant une opinion qui n'est ni aveugle ni amnésique, la publication par le journal La Loupe d'un tableau de bord dont le mérite a été de présenter les états de services des principaux acteurs de la crise qui secoue l'Union du peuple gabonais (UPG), levant à sa manière le clair-obscur entretenu à dessein par les pêcheurs en eaux troubles.

De sa réponse, chacun a retenu, et donc définitivement compris, que Bruno Ben Moubamba préfère largement les ombres, qui entretiennent toutes confusions, et n'aime pas la lumière, qui éclaire toutes les vérités et dont la principale en la matière enseigne que, inconnu au chapitre, Bruno Ben Moubamba fait dans la simple agitation.

Pour repeindre une image totalement disloquée à l'épreuve de la vérité, il a cru me confondre à travers cinq arguties. Parce que la conscience est à éclairer et non à contraindre, je vais reprendre in extenso chacune d'elles et, pour son plus grand malheur, montrer que, plutôt que de m'atteindre, il m'offre l'occasion de me draper d'habits de lumière.

« En quoi Moukagni-Iwangou, l'héritier autoproclamé, défend, par exemple, les droits politiques des siens jusqu'ici ? Qui le connaît notamment ? »

En commençant par la dernière question, mon comportement est inspiré de mon maître, Pierre Mamboundou, dont l'action trouvait son fondement dans une maxime qui dit, je cite : « faites vos projets en silence. La réussite se chargera du bruit ». Je ne cherche donc pas, comme lui, à faire connaître ma personne, qui est négligeable et qui passera, je cherche plutôt à être utile à mon pays qui est éternel et qui grandira encore davantage.

Ayant eu l'énorme privilège d'accompagner le pèlerin dans sa marche pour la réhabilitation de la dignité du peuple gabonais, j'ai œuvré, de manière décisive, à la pertinence interne et externe de l'Union du peuple gabonais dont Moubamba se prévaut aujourd'hui d'être l'incarnation.

Pour que l'UPG soit aujourd'hui le creuset des patriotes sincères et l'abcès de fixation des opportunistes de tous poils, il a fallu, de toute évidence, la créer.

Comme Michel Debré, qui a sa place dans la définition institutions de la V^e République en France, sans rien enlever à la prééminence du général De Gaulle, l'histoire doit savoir reconnaître à Moukagni-Iwangou sa contribution à une œuvre bâtie sous la clandestinité d'un régime féroce, blessé dans son arrogance et déterminé, au moyen d'un véritable délit de faciès, à priver les Gabonaises et Gabonais, les babouichistes, du droit d'avoir une chapelle politique.

N'en déplaise à Moubamba, la conception et la mise aux normes du cadre formel, qui a débouché sur la reconnaissance de la personnalité de l'UPG, porte la marque de ma contribution et je ne me suis pas arrêté là.

La levée du bannissement politique prononcé par la Cour de sûreté de l'Etat contre le Maître a été obtenue au terme d'une procédure entièrement initiée et mise en forme par ma petite personne.

Pour préserver les droits du Gabon dans la cession d'instrument de souveraineté et protéger les Gabonais dans la précarisation de leur droit au travail, Pierre Mamboundou s'est investi dans une campagne patriotique contre la privatisation de Gabon Télécom en s'appuyant sur un mémorandum argumenté dont j'ai écrit chaque ligne.

Pour défendre la souveraineté du Gabon et l'intégrité de notre territoire dans l'affaire Mbanié, Pierre Mamboundou a ordonné une étude complète impliquant, de manière transversale, plusieurs expertises de notre pays, Moukagni-Iwangou en a assuré la haute coordination avec David Philippe Tonangoye.

Ne pouvant être exhaustif, je terminerai par la loi sur la biométrie. Ce texte, qui fonde l'espoir des démocrates et qu'insupporte le régime, a été écrit, sous le contrôle de Pierre Mamboundou, par votre serviteur, avec les contributions pertinentes de Jean Richard Moulomba Mombo, en conseil du secrétariat exécutif, de Thomas Ibinga Mboughou, dans la vulgarisation de la méthode de la classe politique, de Sylvestre Ndong Assoumou au cours du débat parlementaire.

Dans ce rôle de sentinelle du peuple, choisi par Pierre Mamboundou comme axiome de la doctrine politique de l'UPG, laquelle doctrine commande de manière courageuse à se placer à l'avant-garde du débat national, j'ai pris la responsabilité historique d'attirer le chef de l'Exécutif et toute la chaîne de commandement de la fraude au Gabon devant la haute cour de justice lorsque, jouant les intermittents du spectacle, certainement pour être connu de tous, Moubamba donne dans l'amusement politique, en soutenant chaque jour à peu près tout et son contraire.

La plupart des contributeurs ont refusé de faire dans le narcissisme et ont agi dans l'intérêt du groupe. Ils se souviennent assez des paroles prémonitoires de l'opposant historique : « A

l'UPG, on ne devrait pas cultiver l'amour d'auteur, mais travailler pour l'intérêt général ». Plus de 2/3 des membres du cabinet de M. Mamboundou, tels que M. Mouloungui (son dernier directeur de cabinet) respectent cette règle tacite. Ce n'est visiblement pas le cas du chef des dissidents de l'UPG qui s'attribue tous les mérites et toutes les vertus du parti.

Après m'avoir, devant toutes les opinions, dénié jusqu'à la simple appartenance à ce parti, affublé du manteau du traître, incriminé du statut d'assassin, rabaissé en dessous de tous les membres du cabinet et dilué dans la peur ma personne, Monsieur Moubamba m'a fait comprendre une chose, à savoir qu'à un certain niveau de la politique, si vous ne dites pas ce que vous êtes, d'autres diront ce que vous n'êtes pas.

S'étant justement investi à prêcher le faux sur ma personne, en s'appuyant sur ses relais au pouvoir, Moubamba insupporte au plus haut point la publication d'un tableau de bord qui, en véritable coup de tonnerre dans un ciel serein, est venu faire renaître des cendres un sphinx politique suffisamment tué, diablement enterré, dont on avait fini de chanter le requiem.

Pour n'avoir pas connu Mamboundou et se faire rapporter ses enseignements, il se perd malheureusement beaucoup en chemin. Et, bien souvent, l'essence où se trouve l'essentiel. Mamboundou ne parlait pas d'amour d'auteur. Ce qui, au demeurant, ne veut rien dire, du moins chez les Upégistes pur jus. Le maître parlait « d'amour propre du droit d'auteur » pour fustiger un comportement bien connu chez les auteurs d'une réflexion qui en viennent souvent à refuser tout avis contraire et même, à tout le moins, qui apporte un tempérament au débat, s'enfermant ainsi dans la certitude de leurs réflexions.

Dans sa pratique politique, le conseil du secrétariat exécutif, présidé par Pierre Mamboundou, était le haut lieu d'un débat décomplexé, où la vérité se façonnait à l'épreuve des échanges féconds, fruit de la contribution de tous les connaisseurs. Mboumba Nziengui en a fait un simple instrument consultatif dont il ignore les décisions quand cela lui plaît. Hériter des procédures éprouvées pendant 22 ans par Pierre Mamboundou, je ne puis l'accepter et, avec moi, la majorité des militants.

Sous les sophismes les plus avenants, quelle est l'expression la plus achevée de l'opportunisme ? Moubamba a fait recours à la fameuse « *realpolitik* » pour obtenir, par voie d'une indécente flatterie auprès de Moubamba Nziengui, le poste de secrétaire général du clan familial, qu'il agite partout en épouvantail pour s'acheter une impossible légitimité.

Puisque le tableau de bord a montré qu'il ne peut entrer dans l'histoire de l'UPG, qu'il a toujours qualifiée de sorcellerie politique, il est peut-être temps qu'en définitive Ben Moubamba dise aux Gabonais de quoi il a exactement hérité de Pierre Mamboundou ! **M. Moukagni-Iwangou a préféré s'allier avec des acteurs politiques du Front uni qui ont été associés à l'attaque du siège en 2006 et qui ont tout fait pour le faire expulser de l'ambassade d'Afrique du Sud dans laquelle le fondateur de l'UPG s'est réfugié suite à une tentative d'assassinat. On ne comprend pas bien la logique de la proportionnalité usitée par M. Moukagni-Iwangou qui semble inscrire l'impeccabilité du parcours comme règle politique.**

N'ayant aucune conviction, Monsieur Moubamba n'a que des postures qui, pour être efficaces par la marge d'ajustement qu'elles lui procurent, ne sont d'aucune pertinence en ce qu'elles déroutent l'opinion qu'il veut convaincre.

Dans le discrédit permanent, Moubamba a affirmé que le congrès de l'UPG a été financé à la fois par Ali Bongo et Jean Ping, réussissant, dans le délire à réconcilier des hommes divorcés jusqu'en peinture.

Aujourd'hui, l'illustre ministre des Affaires étrangères du gouvernement alternatif nous place sous la tutelle politique de Monsieur Mba Obame, le chef qu'il a servi avec zèle, mais que je n'ai jamais rencontré puisqu'il suit une convalescence pour laquelle, victime moi-même du système, je lui souhaite un prompt rétablissement.

Sur cette question ma position est simple. N'ayant jamais varié dans mes convictions depuis 25 ans aujourd'hui, je me félicite de l'arrivée dans l'opposition, où ils m'ont retrouvé, d'anciens barons du pouvoir que je n'ai jamais eu de cesse de combattre. Dans le même temps, je note que, de guerre lasse, certains amis ont amorcé un rapprochement objectif avec le pouvoir. Ce qui est parfaitement leur droit. A ceux-là je leur dis simplement bon vent, sans leur chercher le moindre pou sur la tête. D'où vient-il que, en lieu et place du peuple que nous servons tous et qui saura reconnaître les siens, Moubamba s'intéresse à ce que je dis et fais ? Moukagni devrait informer vos lecteurs des manœuvres dilatoires dont il a usé pour empêcher son « *petit frère* » (dont il connaît bien la famille) d'intégrer les rangs de l'UPG.

La référence systématique à la famille, qui fonde la démarche politique du clan de Mboumba Nziengui, inspire Moubamba qui aime mettre en avant nos supposés liens familiaux, qu'il ignore

royalement lorsqu'il s'agit de me couvrir d'opprobre. Je ne mange pas de ce pain et les militants de l'UPG l'ont clairement exprimé en tenant le congrès en dépit de l'intervention de la famille Mamboundou qu'ils ont instrumentalisée à souhait.

Ma position privilégiée auprès de Pierre Mamboundou m'interdit de divulguer son opinion sur chaque militant et sur certaines personnes extérieures au parti, notamment Moubamba à cette époque, qui avait exprimé sa volonté d'intégrer l'Union du peuple gabonais en qualité de vice-président, c'est-à-dire numéro deux du parti.

Pour ce qui peut être dit maintenant, c'est le simple constat tiré du fait que ce poste, qui vient d'être institué au sortir de notre congrès, n'existait pas à cette époque. Ce qui indique que sa demande ne pouvait pas prospérer.

Nous nous étonnons de la facilité avec laquelle Moukagni-Iwangou dispose d'une couverture médiatique dont la cartographie politique recoupe un certain nombre d'adversaires historiques de Pierre Mamboundou. Nous nous réjouissons pour la soudaine affection que vouent à Moukagni-Iwangou votre journal, la télévision TV+ ou Echos du Nord. Mais force est de constater que plus les médias sont proches de l'ex-Union nationale ou du nouveau Front uni, plus le soutien en faveur de la dissidence à l'UPG est affiché et, mieux encore, la haine viscérale envers Ben Moubamba est encouragée. Cet état de fait est inquiétant. Car dans un autre contexte, nous savons qu'il peut évoluer en violence ethnique et tribaliste contre Bruno Ben Moubamba.

Totalement abonné à la pensée unique, Moubamba a fait une bonne chose dont je dois lui être redevable, c'est le fait d'avoir envoyé en France, l'ordonnance du juge de référé du tribunal de Libreville afin qu'aucun média ne me reçoive.

Outre le fou rire que cette ordonnance spécieuse a suscité dans les rédactions et dans tous les milieux où elle est parvenue, la démarche de ce démocrate des tropiques a produit un véritable effet d'accélérateur dans le pays des droits de l'homme et des libertés. Voici quelqu'un qui est tout heureux d'être adulé par les médias de service public, accaparés par le pouvoir pour la convenance des alliés, qui s'offusque que la presse libre relaie et reçoive un opposant porteur d'idées alternatives et, surtout, placé à la pointe du combat pour l'alternance et le changement.

Engagé au principal dans ce combat national, qui va prendre un tournant décisif à partir du samedi 20 décembre 2014, je ne pourrai me disperser plus longtemps dans des considérations marginales. ■

Communiqué de presse

Institut français du Gabon, réouverture des espaces adulte et jeunesse de la médiathèque



A la veille des fêtes de fin d'année, l'équipe de l'Institut français du Gabon est heureuse de vous annoncer la réouverture des espaces adulte et jeunesse de la médiathèque.

Venez découvrir ces nouveaux espaces dédiés à lecture, à la culture et aux loisirs.

La médiathèque vous accueille du lundi après-midi (14h-18h) au samedi en journée continue (9h 30 -18h / 17h le samedi). Les espaces seront ouverts durant la période des fêtes de fin d'année (sauf jours fériés, 24 et 31 décembre).

Rendez-vous sur www.institutfrancais-gabon.com et www.facebook.com/ifgab/